

---

## Les religieux français au Québec, 1880-1914

*French religious immigrants in Québec, 1880-1914*

Guy Laperrière

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/2416>

DOI : 10.4000/eccs.2416

ISSN : 2429-4667

### Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

### Référence électronique

Guy Laperrière, « Les religieux français au Québec, 1880-1914 », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 86-2 | 2019, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 25 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/2416> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.2416>

---

AFEC

## Les religieux français au Québec, 1880-1914

**Guy LAPERRIÈRE**  
**Université de Sherbrooke**

Les religieux représentent une partie importante de l'immigration française au Canada, particulièrement au Québec. Entre 1880 et 1914, le gouvernement républicain pratique une politique anticongréganiste : cette politique explique-t-elle l'arrivée au Québec de 40 nouvelles congrégations françaises et de quelque 2 600 religieux? D'où provenaient ces communautés et dans quelles régions du Québec se sont-elles établies? Dans quels domaines œuvraient-elles surtout? On discute aussi de l'influence des religieux français, de l'accueil qui leur fut réservé, de leur action dans le domaine intellectuel et religieux, et surtout de leur influence sur l'esprit public.

Religious men and women represent a large section of French immigration to Canada, particularly to Quebec. Between 1880 and 1914, the French Republican government targeted religious congregations. Could this policy have led 40 French congregations and about 2 600 religious men and women to settle in Quebec? From which part of France did they come and where did these congregations settle once in the province? In which field did their missionary work take place? The paper also discusses the influence this religious emigration had on the province, intellectually or religiously, and the type of welcome which was given to them at the time.

Pour qui s'intéresse à l'immigration française au Canada entre 1880 et 1914, la part que prennent les religieux dans ce mouvement migratoire apparaît considérable. Dans un article déjà ancien, Bernard Pénisson a fourni comme « base chiffrée minimale assurée » le nombre de 29 510 immigrants français au Canada entre 1881 et 1914 (PÉNISSON 1986, 111-125)<sup>1</sup>. On sait qu'une grande partie de ces immigrants se sont dirigés vers l'Ouest, surtout à partir de 1900 : 53 % d'entre eux y vivent en 1911. Un calcul grossier permet d'estimer à entre 12 000 et 13 000 le nombre d'immigrants au Québec pour l'ensemble de la période. Pour notre part, nous avons recensé plus de 2 000 religieux arrivés au Québec entre 1900 et 1914. Comme nous savons qu'il en est aussi venu un bon nombre entre 1880 et 1900, que nous pouvons estimer à 550<sup>2</sup>, ce total de 2 600 pourrait représenter autour de 20 % de l'immigration française au Québec.

Il importe donc d'examiner le contexte de cette immigration de religieux. Relève-t-il surtout de la situation politico-religieuse très particulière en France à cette époque? Y a-t-il d'autres facteurs, proprement religieux, qui entrent en cause, comme le mouvement missionnaire? Nous avons ensuite

---

<sup>1</sup> L'auteur précise que pour les années 1881-1900, ses chiffres comprennent « uniquement les Français arrivés dans le port de Québec et placés dans la province du même nom » (112). Or on sait que plusieurs immigrants arrivaient à Montréal via New York.

<sup>2</sup> Pour les congrégations les plus nombreuses, nous avons pu relever 175 frères maristes, 80 filles de la Sagesse et 75 frères de l'instruction chrétienne; les 220 autres se répartissent entre 25 autres communautés.

relevé l'ensemble des communautés dont des membres français ont immigré au Canada entre 1880 et 1914 : on en compte un total de 50. Nous tâcherons de montrer les temps forts et la répartition géographique de cette migration, tant pour les aires de départ que celles d'arrivée. Enfin, nous nous pencherons sur la question de l'influence des religieux français au Québec et nous verrons quels prolongements on peut y voir, notamment en ce qui concerne les débats actuels sur la laïcité au Québec.

### **1. Le contexte de l'immigration des religieux français**

L'opinion courante veut qu'entre 1880 et 1914, les religieux français ont été chassés de France par les mesures persécutrices du gouvernement républicain, au pouvoir depuis 1879. Et il y a assurément une part de vérité dans cette affirmation. Relevons les principales mesures.

En 1880, des religieux, jésuites notamment, sont expulsés de leurs couvents par décret, notamment parce que leur congrégation n'est pas autorisée<sup>3</sup>. Cette alerte fut vive, mais les religieux purent ensuite revenir discrètement dans leurs maisons sans être inquiétés. Il reste que cette alerte incita certaines congrégations à s'établir à l'étranger et on peut attribuer à cette crainte l'arrivée des trappistes à Oka en 1881 et celle de la famille montfortaine, montfortains et filles de la Sagesse à Huberdeau, au nord de Montréal, en 1883.

Les lois scolaires, dites lois Ferry, sur l'école gratuite, obligatoire et laïque, votées de 1881 à 1886, amenèrent une émigration beaucoup plus importante. La loi de 1886, en particulier, laïcisait le personnel enseignant, particulièrement masculin. D'où l'afflux de nouvelles communautés de frères enseignants au Québec de 1885 à 1888, notamment les frères maristes, les frères de l'instruction chrétienne et les frères de Saint-Gabriel, qui s'établissent tous dans la grande région de Montréal (Iberville, LaPrairie, Montréal).

Une loi moins connue est la loi militaire de 1889, qui eut elle aussi de grandes conséquences. Cette loi obligeait les clercs, qui en étaient jusque là exemptés, à un an de service militaire. Convaincues que cette disposition leur ferait perdre un grand nombre de jeunes recrues, les autorités des congrégations cléricales<sup>4</sup> voulurent tirer profit de l'article 50 de la loi qui exemptait de tout

---

<sup>3</sup> Le 29 mars 1880, le gouvernement promulgue deux décrets, le premier donnant un délai de trois mois à la Compagnie de Jésus pour se dissoudre et fermer ses établissements, le second enjoignant les congrégations non autorisées à se mettre en règle dans un délai de trois mois. Très peu de congrégations d'hommes étaient autorisées, contrairement aux congrégations de femmes, qui l'étaient pour la plupart.

<sup>4</sup> On entend ici par congrégations cléricales celles qui comprennent des prêtres.

## LES RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC 1880-1914

service les jeunes gens qui résidaient à l'extérieur de l'Europe pendant dix ans à partir de l'âge de 19 ans. On voit ainsi cinq congrégations cléricales s'établir au Canada dès 1890 : les franciscains et les pères du Saint-Sacrement à Montréal, les capucins à Ottawa, les eudistes à Pointe-de-l'Église, en Nouvelle-Écosse et les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception au Manitoba; pour leur part, les missionnaires du Sacré-Cœur s'implanteront à Québec en 1900, mais leur venue est directement reliée à cette même loi.

Le sommet des lois anticongréganistes sera cependant atteint au début du XX<sup>e</sup> siècle, par les deux lois du 1<sup>er</sup> juillet 1901, qui exigeait que les congrégations soient désormais toutes autorisées par le gouvernement, et du 7 juillet 1904, qui interdisait tout enseignement en France aux congrégations. Ces lois ont été identifiées au président du conseil Émile Combes, du fait qu'il fit appliquer avec rigueur celle de 1901 et qu'il est à l'origine de celle de 1904 (SORREL 2003). Dès son arrivée au pouvoir, à la suite des élections de 1902 perdues par la droite, Combes ferme plusieurs écoles par décret. Puis, en mars 1903, il fait voter par la chambre le refus en bloc de presque toutes les demandes d'autorisation des congrégations d'hommes; en juin, il y ajoutera 80 congrégations enseignantes de femmes. C'est à la suite de ces mesures qu'on assiste à partir d'avril 1903 à un véritable exode de congréganistes, d'abord vers les pays limitrophes de la France (Belgique, Italie, Espagne, Angleterre, notamment), puis dans beaucoup d'autres pays du monde, en particulier au Québec, où il en arrive cette année-là autour de 700.

De son côté, la loi de 1904 toucha surtout les congrégations déjà autorisées. Du côté des hommes, c'étaient, particulièrement, les frères des écoles chrétiennes, qui envoyèrent cette année-là quelque 220 frères à Montréal, dont 150 du district de Besançon. La plupart des congrégations féminines étant autorisées, elles furent surtout touchées par cette loi de 1904. On vit donc alors affluer au Québec de nombreuses religieuses de congrégations enseignantes.

Nous avons analysé de près l'ensemble de ce mouvement migratoire dans notre ouvrage *Les congrégations religieuses : de la France au Québec, 1880-1914*, dont les trois tomes traitent successivement des périodes 1880-1900, 1901-1904 et 1905-1914. C'est là que nous puiserons le plus gros de nos renseignements (LAPERRIÈRE t.1, 1996; t. 2, 1999; t. 3, 2005). De son côté, à une échelle beaucoup plus vaste, dans une imposante thèse de doctorat Élisabeth Dufourcq a réalisé une enquête en 1985 sur les 210 congrégations religieuses féminines françaises alors établies hors d'Europe (DUFOURCQ 1993a). Elle en a tiré un livre, *Les aventurières de Dieu : trois siècles d'histoire missionnaire française* qui reprend l'essentiel de la thèse et qui couvre la période 1639-1939

(DUFOURCQ 1993b)<sup>5</sup>. La principale destination des 27 congrégations qui ont quitté l'Europe pour la première fois entre 1901 et 1914 est l'Amérique : 11 au Canada, 8 aux États-Unis, 14 en Amérique latine (Argentine et Brésil surtout) (DUFOURCQ 1993a, t. II, 483).

La question qui se pose est de savoir si ces mesures anticongréganistes sont la seule, ou la principale cause de la venue des ces si nombreux religieux et religieuses au Québec et, dans une moindre mesure, au Canada. Comme il arrive souvent en pareille matière, une analyse plus serrée des circonstances révèle des motivations multiples. Un double facteur nous apparaît aussi important que celui des circonstances politico-religieuses : celui que nous appellerions l'expansion naturelle des congrégations, combiné avec l'aspect missionnaire. On sait que la France est, du côté catholique, la principale nation missionnaire et que ce mouvement la porte notamment vers l'Amérique du nord, et en particulier le Québec, à cause de la langue. Au Canada, plusieurs régions sont considérées comme territoires de mission, notamment dans l'ouest et le nord : les oblats missionnaires de Marie-Immaculée y tiendront une place prépondérante. Même au Québec, une région comme la Côte-Nord sera vue par plusieurs eudistes comme une terre de mission. De fait, c'est seulement en 1908 que le Canada cesse de relever à Rome de la congrégation de la propagande, celle qui s'occupe des missions.

L'implantation de congrégations françaises au Québec comme au Canada relève donc souvent de circonstances particulières, de l'intervention de certaines personnes, qui tiennent beaucoup à la venue de telle ou telle famille spirituelle au pays. C'est le cas pour plusieurs communautés contemplatives, notamment; on peut penser aussi aux démarches incessantes d'une Marie de la Rousselière pour hâter la venue des pères du Saint-Sacrement à Montréal. Il faut savoir aussi que plusieurs communautés ont demandé, parfois avec insistance, à venir au Québec et ont été refusées : il fallait en effet que l'évêque donne son aval pour qu'une communauté puisse s'établir dans son diocèse.

Quand on parle d'expansion naturelle, on peut aussi penser aux vocations. Étant déjà une terre catholique et française, le Canada français pouvait représenter un bon réservoir de vocations pour les instituts qui s'y implantaient. Ce facteur joue aussi. Maintenant que nous avons vu les grandes lignes du contexte entourant l'implantation des diverses congrégations, examinons les données précises : quelles sont les communautés qui sont venues,

---

<sup>5</sup> Le chapitre qui intéresse le plus notre propos est le chapitre XIX «Le déracinement» (381-401), qui couvre les années 1880 à 1914 et qui est plus développé dans la thèse, au chapitre XIII «Un déracinement plus qu'un enracinement nouveau», t. II, 461-492, qui traite de la période 1901 à 1914. Le contenu des deux chapitres est cependant complètement différent.

## LES RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC 1880-1914

combien de religieux et religieuses ont immigré, de quelles régions de France venaient-ils et où se sont-ils surtout implantés?

### 2. L'implantation au Québec : quelques données

Regardons d'abord le nombre de communautés. Sept communautés s'étaient implantées en Nouvelle-France et y demeurèrent après 1760, une d'hommes, les sulpiciens, et six de femmes, enseignantes ou hospitalières. Il n'y en eut point ensuite jusqu'en 1837. Un important renouveau religieux en vit surgir plusieurs dans les années 1840. De 1837 à 1880, 28 nouvelles congrégations apparaissent, 9 d'hommes et 19 de femmes, dont 14 sont des fondations canadiennes. De 1880 à 1914, toujours au Québec, on voit arriver 21 nouvelles communautés d'hommes et 36 de femmes, dont 12 sont des fondations canadiennes. Cela nous laisse avec un total de 50 communautés venues de France et qui ont reçu des membres français durant la période à l'étude, ainsi réparties : 18 communautés de pères, 9 de frères et 23 de sœurs<sup>6</sup>.

De quelles régions de France provenaient surtout ces communautés? Il va de soi que les plus importantes avaient leur centre à Paris : la capitale est donc bien représentée. L'ouest de la France étant réputé comme très catholique, on s'attend qu'il en vienne plusieurs de cette région. Et le fait est avéré : beaucoup de communautés importantes sont de Bretagne ou de l'ouest (Anjou, Vendée). C'est le cas des trappistes (Bellefontaine), de la famille montfortaine (Saint-Laurent-sur-Sèvre) au début des années 1880, d'importantes communautés de frères enseignants autour de 1886 : frères de l'instruction chrétienne (Ploërmel), frères de Saint-Gabriel (Saint-Laurent-sur-Sèvre), puis de toute une série de communautés féminines bretonnes au début du XX<sup>e</sup> siècle : sœurs du Sacré-Cœur (Saint-Jacut), filles de Jésus (Kermaria), sœurs de la charité de Saint-Louis (Vannes), sœurs des Saints-Cœurs (Paramé), auxquelles on peut ajouter les filles de la charité du Sacré-Cœur de Jésus (La-Salle de Vihiers, en Maine-et-Loire) et les sœurs des Sacrés-Cœurs de Mormaison (Vendée). Une étude qu'on nous a demandée sur l'émigration des congrégations bretonnes nous a permis de dénombrer 973 religieux provenant des cinq départements de la Loire-Atlantique au Finistère qui sont arrivés au Québec entre 1900 et 1914, soit 47 % de l'ensemble (LAPERRIÈRE 2006, 194).

Si l'Ouest est un réservoir important, il n'est pas le seul. Le Sud-Est est aussi bien représenté, Lyon notamment, avec, du côté des frères, les clercs de

---

<sup>6</sup> Nous comptons des clercs de Saint-Viateur et la congrégation de Sainte-Croix comme des communautés de frères, puisqu'à l'époque les frères enseignants y étaient en forte majorité. Notons aussi que la plupart des communautés de pères comprenaient un nombre significatif de frères convers, ceux-ci se consacrant surtout aux travaux manuels.

Saint-Viateur (Vourles), les frères du Sacré-Cœur (Le Puy), les maristes (Saint-Genis-Laval), les frères de la Croix de Jésus (Ménestruel, dans l'Ain) et ceux de Saint-François-Régis (Le Puy), tandis que, pour les sœurs, on peut relever les sœurs de la Présentation de Marie (Bourg-Saint-Andéol, en Ardèche), les religieuses de Jésus-Marie (Lyon), les trappistines de Bonneval (Aveyron), les sœurs des Saint-Joseph de Saint-Vallier (Drôme), celles de Saint-François d'Assise de Lyon et les sœurs de l'Enfant-Jésus de Chauffailles (Saône-et-Loire). On remarque l'absence du Nord et du Sud, si l'on excepte les oblats de Marie-Immaculée (Marseille). Quelques congrégations sont aussi venues d'autres régions : la congrégation de Sainte-Croix du Mans, les carmélites de Reims, les capucins de Toulouse, les missionnaires du Sacré-Cœur d'Issoudun (Berry), les sœurs de l'Espérance, de Bordeaux, les clarisses, de Lourdes, les bénédictins de Saint-Wandrille (Normandie), les sœurs de Sainte-Chrétienne, de Metz, faisant alors partie de l'Alsace-Lorraine allemande<sup>7</sup>. Voilà bien à peu près l'ensemble de la France qui est couverte.

Qu'en est-il de la répartition géographique au Québec? S'il n'en tenait qu'aux communautés immigrantes, elles s'installeraient toutes dans les villes, Montréal et Québec au premier chef. En Nouvelle-France, cela alla de soi. Plusieurs fondations canadiennes se firent là aussi dans les années 1840. Les frères des écoles chrétiennes, par exemple, la plus ancienne et la plus prestigieuse communauté de frères enseignants, visaient à s'établir dans toutes les grandes villes : leurs établissements de Montréal (Mont Saint-Louis) et de Québec (Académie) étaient parmi les plus réputés. D'autres communautés, les grands ordres religieux notamment, menèrent des luttes épiques pour s'établir à Québec et à Montréal. Dominicains, franciscains, capucins, bataillaient ferme pour étendre leur influence. Le prix de consolation était Ottawa, la capitale du pays, où le premier archevêque, M<sup>gr</sup> Duhamel, avait établi comme politique que les grandes communautés y établissent leur scolasticat ou maison d'études générales. Ce fut le cas des oblats, des montfortains, des dominicains, des capucins, des rédemptoristes, pour nommer les principales. Le fait est que Montréal et Québec accueillirent le plus grand nombre de communautés masculines : sulpiciens, oblats, jésuites, trappistes, franciscains, pères du Saint-Sacrement, frères des écoles chrétiennes, congrégation de Sainte-Croix, s'établirent d'abord à Montréal, tandis qu'à Québec élurent domicile les frères de Saint-Vincent de Paul, les missionnaires du Sacré-Cœur, les pères blancs. Pourtant, tant à Québec qu'à Montréal, les deux archevêques du début du XX<sup>e</sup>

<sup>7</sup> Un peu comme Jacqueline Collet qui, dans ce numéro, répertorie les Vendéens immigrés au Canada, Jean Houpert a produit une importante étude sur *Les Lorrains en Amérique du Nord* (1985), dans laquelle les congrégations religieuses tiennent une place de choix : les six derniers chapitres y sont consacrés (338-487).

## LES RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC 1880-1914

siècle, Bégin et Bruchési, faisaient tout pour éloigner les communautés de la ville, Bégin parce qu'il trouvait que le Vieux-Québec en était « envahi »<sup>8</sup>, Bruchési parce qu'il redoutait les Français et trouvait qu'il en avait déjà bien assez.

D'autres communautés masculines s'implantèrent néanmoins d'abord en région : les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception à Nominigüe (Laurentides), les missionnaires de La Salette à Stanstead (Cantons de l'Est), les bénédictins à Saint-Benoît (Cantons de l'Est), les clercs de Saint-Viateur à Joliette, les frères du Sacré-Cœur à Arthabaska, les maristes à Iberville, les frères de la Croix à Rimouski et ceux de Saint-François-Régis à Péribonka (Lac Saint-Jean). Et puis, il faut le dire, toutes les grandes communautés essaïmaient rapidement dans le plus grand nombre de localités possible.

Du côté féminin, le plus grand nombre de communautés amena l'installation sur une plus grande partie du territoire québécois. Là aussi, les premières communautés avaient pris possession des villes : Québec, Montréal, Trois-Rivières. En 1853, les sœurs de la Présentation de Marie s'établissent à Saint-Hyacinthe; elles y seront suivies vingt ans plus tard par les dominicains. Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, plusieurs communautés arrivent à Québec : franciscaines missionnaires de Marie, servantes du Saint-Cœur de Marie, sœurs blanches, ou à Montréal : filles du Cœur de Marie, sœurs de l'Espérance et, un peu plus tard, sœurs de Marie-Réparatrice. Mais beaucoup d'autres s'implantent « en province » : les chanoinesses des Cinq-Plaies à Nominigüe, les sœurs de Saint-Jacut à Ottawa, les trappistines à Saint-Romuald (Lévis), les filles de Jésus à Trois-Rivières, les servantes du Très-Saint-Sacrement à Chicoutimi, les sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier à Saint-Jean-Port-Joli (Côte-du-Sud), les sœurs de Saint-François d'Assise en Beauce, les filles de la charité du Sacré-Cœur à Sherbrooke, les sœurs de l'Enfant-Jésus de Chauffailles à Rivière-du-Loup. Et les autres communautés de se répandre à qui mieux mieux sur tout le territoire.

Regarder où les congrégations se sont implantées au Québec est une chose. Mais il est plus important d'essayer de voir quelle était leur aire de rayonnement. Prenons le cas des filles de Jésus, une congrégation bretonne, celle qui envoya le plus de religieuses outre-mer entre 1902 et 1910. Elles s'implantent partout : dans les maritimes, au Québec, dans l'ouest. Encore plus nombreuses, les filles de la Sagesse ont leur centre à Ottawa, mais elles rayonnent en Ontario, au Québec et beaucoup aux États-Unis. Il ne faut jamais

---

<sup>8</sup> « Notre petite ville de Québec est déjà remplie de maisons religieuses; il y en a dans presque toutes les rues. Elles sont même trop nombreuses déjà pour le chiffre restreint de notre population. » L.-N. Bégin à H. Leblond, supérieur des pères du Saint-Sacrement à Montréal, 2 juillet 1903. Archives de l'Archevêché de Québec (AAQ), RL 38, 494 (LAPERRIÈRE 1999, t. 2, 116).



oublier l'attrait qu'exercent les États-Unis sur les communautés, comme d'ailleurs sur l'ensemble des immigrants. Pour beaucoup de communautés fondées au Québec, comme pour celles venues de France, le Canada français est une aire naturelle d'expansion et cette aire comprend l'Acadie, le Québec et l'Ontario français, le Manitoba, l'ouest et aussi, ne l'oublions pas, la Nouvelle-Angleterre des Franco-Américains. Les stratégies d'implantation varient d'une communauté à l'autre, mais en général, une fois qu'on a traversé l'Atlantique, on accepte d'aller dans toutes les directions.

Plus important sans doute que les considérations géographiques, le type de communauté qui s'implante au Québec a beaucoup plus de conséquence. Il n'est pas toujours possible d'identifier chaque communauté à un seul type, mais on peut tout de même dégager des ensembles. L'apport des contemplatifs est significatif. Il n'y avait aucune congrégation contemplative masculine au Québec avant 1880, même si des tentatives avaient été faites; on en a deux en 1914, soit les trappistes d'Oka (qui ont essaimé à Mistassini) et les bénédictins. Du côté des femmes, on compte une importante communauté, celle des adoratrices du Précieux-Sang, née à Saint-Hyacinthe en 1861 et qui connaît un grand essor; s'y ajoute en 1875 le carmel qui s'implante à Montréal en provenance de Reims. Plusieurs autres communautés contemplatives féminines arrivent de France entre 1902 et 1910 : clarisses (Valleyfield), trappistines (Saint-Romuald), servantes du T.-Saint-Sacrement (Chicoutimi), sœurs de Marie-Réparatrice (Montréal), visitandines (Ottawa, que nous n'avons pas compté dans notre total québécois, même si le diocèse d'Ottawa comprend alors un grand territoire au Québec).

Chez les frères et les sœurs, la fonction éducation tient la première place. L'ensemble des huit congrégations de frères enseignants entre évidemment dans cette catégorie; la seule congrégation de frères qui y échappe est celle des frères ouvriers de Saint-François-Régis, qui tiennent un orphelinat agricole à Péribonka. Chez les congrégations féminines, on peut facilement classer 15 de nos 22 communautés françaises dans cette catégorie; ce sont aussi celles qui ont le personnel le plus nombreux (LAPERRIÈRE 2005 t. 3, 637). On en compte trois, outre les contemplatives, dont la première œuvre n'est pas l'éducation : les sœurs de l'Espérance, appelées à Montréal par M<sup>gr</sup> Bruchési pour le soin des malades à domicile, les filles du Cœur de Marie, à la vocation bien spéciale (communauté « secrète » vouée aux œuvres sociales), et une communauté missionnaire, les missionnaires de Notre-Dame d'Afrique, communément appelées sœurs blanches.

Restent les communautés cléricales, plus difficiles à classer. La plupart s'adonnent à la prédication et tiennent aussi des paroisses, trois au moins sont de

## LES RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC 1880-1914

vocation missionnaire : missionnaires du Sacré-Cœur, pères blancs, pères du Saint-Esprit; presque toutes ont des établissements d'enseignement et, d'une certaine manière, mis à part les contemplatifs, on peut dire, en exagérant un peu, qu'elles se ressemblent toutes plus ou moins par leur activité, même si leur spiritualité et leurs œuvres peuvent varier beaucoup. Ne nommons, à titre d'exemple, les quatre premières implantées, bien connues par ailleurs, et on voit immédiatement la diversité : sulpiciens, oblats de Marie Immaculée, jésuites, congrégation de Sainte-Croix.

Nous avons dressé une liste nominative, par communautés, de tous les religieux et religieuses arrivés au Québec entre 1900 et 1914 et qui y sont restés au moins un an. Cela donne le tableau suivant.

**Tableau 1 - Religieuses et religieux français immigrés au Québec, 1900-1914<sup>9</sup>**

|        |     |                     |
|--------|-----|---------------------|
| Pères  | 428 |                     |
| Frères | 759 | Total hommes : 1187 |
| Sœurs  | 894 | Total femmes : 894  |
|        |     | Total : 2081        |

Quelques constatations s'imposent. D'abord, contrairement à toutes les données démographiques sur les religieux aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, le nombre de religieux (57 %) excède celui des religieuses (43 %). Cela est dû, incontestablement, à l'arrivée massive de frères enseignants en 1903 : nous en avons dénombré, pour cette seule année, 344, soit 50 % du nombre total de religieuses et religieux arrivés cette année-là. C'est dire la part prépondérante que prennent les congrégations enseignantes dans cette immigration. Du côté féminin, les congrégations enseignantes sont surtout touchées par la loi de 1904, qui leur interdit l'enseignement en France. De 1905 à 1914, les 431 religieuses

<sup>9</sup> Ces chiffres diffèrent quelque peu de ceux fournis dans Laperrière, t. 3, 2005, 439, qui sont ventilés par quinquennats (1900-1904, 1905-1909, 1910-1914). C'est que nous avons effectué quelques recherches complémentaires depuis lors, qui nous ont permis de découvrir 74 nouvelles religieuses, soit 69 filles de la Sagesse et 5 ursulines venues d'Auch à Québec (cette congrégation nous avait échappé et porte le nombre total de congrégations françaises ayant envoyé des sujets au Québec de 49 à 50). Malgré tous nos efforts d'exactitude, ces chiffres doivent être considérés comme approximatifs; il faudrait probablement les réviser légèrement à la hausse. Le nombre de 2 000 immigrants religieux au Québec pour la période 1900-1914 demeure néanmoins tout à fait réaliste.

immigrantes représentent alors 57 % du total des religieux immigrants, alors qu'elles n'en avaient représenté que 35 % entre 1900 et 1904<sup>10</sup>.

Quelles sont les congrégations numériquement les mieux représentées pour l'ensemble de cette période 1900-1914? Chez les pères, ce sont les franciscains (71), qui ont transporté à Montréal leur province de France en 1903 – c'est un cas unique –, les montfortains (70), les eudistes (56) et les pères du Saint-Esprit (38). Trois communautés se détachent chez les frères : les frères des écoles chrétiennes (221), les frères de l'instruction chrétienne (165)<sup>11</sup> et les maristes (144). Enfin, chez les sœurs, trois communautés envoient, de loin, les plus gros contingents : filles de la Sagesse (209), filles de Jésus (179) et sœurs de la charité de Saint-Louis (121). À elles seules, ces dix congrégations comptent 61 % des religieux immigrants au Québec durant cette période<sup>12</sup>.

### 3. L'influence des religieux français au Québec

Quelle influence eurent ces religieux français au Québec? Avant de répondre à cette question, il faut d'abord voir comment ils ont été reçus lors de leur arrivée. En 1903 surtout, comme ils apparaissent comme des exilés victimes de la persécution d'un gouvernement franc-maçon, ils sont accueillis les bras ouverts. L'archevêque de Québec, M<sup>gr</sup> Bégin, est l'un des plus sympathiques envers les communautés françaises. Voyons comment il accueille une représentante des sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier, en juin 1903, au plus fort de la crise :

Votre excellente petite Sœur déléguée a été accueillie ici avec toute la cordialité possible. Née à Québec, elle s'est retrouvée au milieu de parents et d'amis de vieille date; de plus elle est religieuse et persécutée, n'était-ce pas une grave raison pour lui accorder toutes nos meilleures sympathies? (Bégin à mère Sainte-Claire, 30 juin 1903, citée dans LAPERRIÈRE 1999, t. 2, 474)<sup>13</sup>.

---

<sup>10</sup> La répartition entre 1900 et 1904 est la suivante : pères : 250 (19 %); frères : 614 (46 %); sœurs : 463 (35 %).

<sup>11</sup> Jean Laprotte a publié un *Répertoire des Frères de l'Instruction chrétienne en Amérique du Nord* (1993) qui indique que de 1886 à 1922, 249 frères originaires de France sont arrivés au Québec.

<sup>12</sup> Un tableau complet des immigrants par congrégation et par années est fourni dans LAPERRIÈRE, 2005, t. 3, 636-637.

<sup>13</sup> Cette lettre poursuivait en accordant aux sœurs un petit poste à Saint-Jean-Port-Joli. Un an plus tard, l'archevêque autorisait la communauté à s'établir à Québec, avec le commentaire suivant, qui reflète bien son état d'esprit : « La Nouvelle-France du Canada a une grande dette de reconnaissance à acquitter envers son ancienne mère-patrie qui lui a donné tant de saints et courageux apôtres pour veiller sur son berceau. C'est cette dette que je m'efforce ou plutôt que je suis heureux de solder en accueillant dans mon diocèse les Communautés religieuses françaises que le malheur des temps

## LES RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC 1880-1914

C'est là l'attitude de la plupart des évêques. Une exception notoire, cependant : M<sup>gr</sup> Paul Bruchési, archevêque de Montréal. Celui-ci était aux prises avec les querelles de nationalité, entre Canadiens et Français, particulièrement vives à cette époque chez les sulpiciens et les dominicains<sup>14</sup>. Bruchési prend manifestement parti pour les Canadiens. Juste avant l'exode de 1903, le 12 février plus précisément, il s'en ouvre longuement (et confidentiellement) à son « patron », si l'on peut dire, le préfet de la congrégation de la propagande, le cardinal Gotti :

L'expérience a suffisamment démontré que ce qui a le plus nui à la libre expansion des communautés religieuses dans notre pays, c'est que l'on s'est préoccupé d'en faire des institutions françaises avant tout. Il faut bien dire que si notre peuple aime beaucoup la France, une France idéale qu'il n'a jamais vue et qui ne ressemble guère à la France d'aujourd'hui, il n'aime pas autant le caractère français. Aussi les maisons religieuses qui veulent rester françaises de caractère, d'esprit et de gouvernement, ne peuvent ni se recruter, ni se développer, et elles sont tenues, sinon en défiance et antipathie, au moins en défaveur par le clergé et par le peuple. (Archives de la Propagande, Rome, N.S., 1903, v. 265, 9-10, cité dans LAPERRIÈRE 1999, t. 2, 263).

Il faut dire que, dans leur naturel, un certain nombre de religieux français arrivaient au Canada – comme dans tous les pays d'ailleurs – avec un certain sentiment de supériorité. Voyons par exemple comment dom Paul Vannier, venu implanter un monastère bénédictin au Canada, juge les missionnaires agricoles réunis en congrès à Oka le 9 juillet 1912 :

J'ai vu MM. les missionnaires agricoles, prêtres pour la plupart. Mon impression n'est pas tout-à-fait bonne. Ces messieurs ont l'air bon, mais diable! qu'ils sont lourds et épais! [...] J'attends l'heure de la conférence pour juger de l'éloquence des conférenciers. Je ne suis pas trompé dans mon attente, la parole est lourde, le discours pesant; pour presque tous, c'est de l'éloquence de conseiller municipal ou de garde-champêtre. Les Français peuvent facilement lutter avec tout ce monde et avec avantage.

---

force à s'expatrier. » Bégin à Sainte-Claire, 19 octobre 1904, cité dans LAPERRIÈRE, 1999, t. 2, 479. Mère Sainte-Claire est la supérieure générale de la congrégation.

<sup>14</sup> Nive Voisine décrit des tensions semblables entre Français et Canadiens chez les frères des écoles chrétiennes pendant l'assistantat du frère Réticius, entre 1891 et 1913 (VOISINE 1991, t. II, 158-176).

GUY LAPERRIÈRE

(Dom Paul Vannier à dom Paul Picard, 9 juillet 1912, cité dans LAPERRIÈRE 2005, t. 3, 412-413)<sup>15</sup>.

Et pourtant, la plupart des religieuses et religieux français, de nombreux textes le prouvent, ont fait de grands efforts pour se faire Canadiens avec les Canadiens. On le voit par exemple dans le cas du jésuite Michel Tamisier, arrivé à Québec en 1903 et qui s'engage à fond dans la vie intellectuelle de son nouveau pays. Il ne se gêne pas pour discuter de la situation religieuse tant en France qu'au Canada mais toujours, il se présente comme un homme du Canada, parle de « notre gouvernement » ou de « notre peuple » qu'il loue, surtout quand il le compare à la situation française, ainsi, dans cet article de *La Vérité*, en 1905 :

Nous sommes loin, au Canada, de la mentalité, que je viens de décrire. L'erreur n'a pas pris possession de la masse des esprits parmi nous. Nous n'avons pas, chez nous, cette légion de sophistes rationalistes, qui peuplent les chaires de France et servent à la presse quotidienne une pâture frelatée; notre gouvernement est respectueux du catholicisme; nos hommes publics peuvent être ignorants ou indifférents en matière religieuse, ils ne sont pas hostiles; la classe des gens, qui lisent et s'ennuient, est fort peu nombreuse; la haute éducation est entre les mains du clergé, et l'on remarque d'ailleurs très peu cette curiosité malsaine qui trouble tant d'esprits du Vieux Monde, pour les questions tendant à ébranler les fondements de notre foi; notre peuple est attaché, pratiquement au moins, à la religion de ses pères; notre presse, si elle est médiocre, n'est pas impie. (*La Vérité*, 19 août 1905, cité dans LAPERRIÈRE 2005, t. 3, 524).

Comme bien des jésuites, le père Tamisier écrit sans cesse. Pour je ne sais quelle raison précise, il utilise une foule de pseudonymes. Signalons-en un, qui montre bien son désir d'être Canadien : pour ses articles à *L'Univers*, quotidien parisien dirigé alors par François Veuillot, il utilise le pseudonyme Frank des Laurentides<sup>16</sup>.

<sup>15</sup> Dom Vannier écrivait de fort longues lettres. Un peu plus haut dans celle-ci, il disait : « Il y a dans ce pays une lutte de races très vive. Partout les Français ont dû céder ou disparaître devant les Canadiens, jaloux et désireux de dominer, malgré leur réelle infériorité sur nous. »

<sup>16</sup> L'ensemble des écrits du père Tamisier sont conservés aux archives des jésuites de Montréal dans un recueil intitulé *Mosaïque canadienne* 65. Il a publié dans au moins une dizaine de périodiques, de 1903 à 1911, souvent sous son nom, M. Tamisier, S.J., mais aussi sous une multitude de pseudonymes, Miles, Vindex, Laurentien et bien d'autres. De 1903 à 1911, il est à la résidence de Québec; de 1913 à 1921, année de son décès, on le trouve au collège Sainte-Marie, à Montréal. Il est possible qu'il ait écrit tout autant durant ces dernières années, mais nous n'avons pas vu ces écrits.

## LES RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC 1880-1914

Tamisier est loin d'être le seul religieux français à prendre part à la vie intellectuelle du Québec. Des eudistes, des missionnaires du Sacré-Cœur, le père Alexis, capucin, publient dans *La Revue canadienne* ou *La Nouvelle-France*.

Toujours dans le domaine intellectuel, mais chez les frères enseignants cette fois, on fait grand état des manuels scolaires rédigés et publiés par des frères français. L'autorité sur la question est Paul Aubin, qui a publié en 2001 une synthèse élaborée sur *Les communautés religieuses et l'édition du manuel scolaire au Québec, 1765-1964* (LEBRUN 2007, 25-62). Il y fait état d'un total de 1 663 manuels scolaires publiés par les communautés, soit 45 % de l'ensemble, et aborde brièvement la question de l'adaptation de certains d'entre eux à partir des originaux français (45-48). La grammaire française, les livres de lecture (français), l'histoire du Canada, l'anglais et l'arithmétique sont les domaines où les publications sont les plus nombreuses (AUBIN 2001, annexe 5). La question de l'origine française est assez complexe : il y a d'une part les décalques de manuels français et d'autre part la rédaction de manuels par des frères français immigrés au Québec ou au Canada. Lui-même frère des écoles chrétiennes, Paul Aubin a analysé le cas de cette congrégation pour étudier « La pénétration des manuels scolaires de France au Québec » aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles (AUBIN 2000). Il y distingue différents types d'importation : les réimpressions intégrales, les adaptations, l'importation directe et les auteurs français rédigeant au Québec.

Au total, l'apport des religieux français dans le domaine intellectuel est difficile à apprécier. Certes, ces religieux font plusieurs contributions, mais en quoi peut-on les attribuer directement à leur caractère d'« immigrants français »? Des Canadiens se prononcent comme eux sur différents sujets, avec des options tout aussi différentes que les leurs, de même que des frères canadiens adaptent des manuels scolaires français. La ligne n'est pas facile à tracer...

Aurait-on plus de succès à déceler des influences en examinant l'œuvre de religieux individuels? Prenons un cas, celui du religieux immigré français qui fut peut-être le plus célèbre d'eux tous, le père Victor Lelièvre (1876-1956), oblat de Marie Immaculée arrivé à Québec en 1903, à 27 ans, un an après son ordination à la prêtrise. Il sera vicaire à la paroisse ouvrière Saint-Sauveur de Québec. Surtout connu comme l'apôtre du Sacré-Cœur, prenant en cela la suite du père Jean-Baptiste Lemius, le célèbre zélateur de la dévotion au sanctuaire de Montmartre, à Paris, il met sur pied toute une série d'actions : l'heure sainte des

---

Dans sa notice nécrologique publiée dans *La Semaine religieuse de Montréal* du 29 décembre 1921, Élie-J. Auclair résume bien : « En un sens, il écrivait constamment. » On ne saurait mieux dire...

ouvriers, les statues du Sacré-Cœur devant les églises – seulement en 1917, on en érigea 54 dans le seul Québec – les croisades contre le blasphème ou l'intempérance, les processions du Sacré-Cœur. Avec la dévotion au Sacré-Cœur, la deuxième grande œuvre qu'il développa, ce sont les retraites fermées pour ouvriers. En 1923, il fait construire à cette fin la maison Jésus-Ouvrier : il y sera assigné de 1930 à sa mort, en 1956. C'est un prédicateur renommé, qui retourne régulièrement en France, notamment à Paray-le-Monial, pour s'y ressourcer. C'est aussi un éveilleur de vocations, spécialement de vocations tardives : on lui en attribue des dizaines. À son décès, 20 000 personnes défilent devant son cercueil, à Saint-Sauveur. Un grand boulevard porte son nom à Québec<sup>17</sup>.

On peut difficilement imaginer un homme qui ait eu plus d'influence. Et on ne niera pas que toutes les racines de sa formation et de sa spiritualité sont bien françaises. Mais à partir du moment où toute sa vie, depuis l'âge de 27 ans, se déroule à Québec, faut-il encore parler d'influence française? Oui, sans doute, de la même manière que tous les courants catholiques québécois sont influencés par la France, qu'on songe à la question sociale ou à l'action catholique. Mais de manière très limitée aussi, dans la mesure où son milieu de vie l'isolait passablement de son pays d'origine et l'ancrait dans une réalité complètement différente. Et on pourrait évidemment multiplier les exemples du même type, mais à une échelle moindre, naturellement.

À mon avis, la plus grande influence qu'ait eue l'immigration des religieux français des années 1880 à 1914 au Québec et au Canada français, c'est l'empreinte profonde que ces événements ont laissée sur l'épiscopat et l'esprit public. Elle peut se résumer en quelques mots : on tiendra au Québec à maintenir la forteresse catholique et à l'édifier le plus solidement possible, pour qu'elle puisse résister aux assauts du laïcisme dont la France donnait le si funeste exemple. C'est à cela que travailleront les autorités catholiques, avec un succès qui se maintiendra au moins jusqu'aux années 1960 et dont on trouve encore des traces au début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Pour ce qui est du début du XX<sup>e</sup> siècle, on peut en fournir des témoignages innombrables. Vu la place très importante que tenaient les évêques dans cette société, il vaut la peine d'aller puiser chez eux quelques témoignages typiques de cet état d'esprit. Au supérieur des frères de la Croix de Jésus, qui

---

<sup>17</sup> Renseignements tirés de sa notice que nous avons écrite pour le *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, à partir des deux ouvrages d'Émile Nadeau, *Victor Lelièvre, oblat de Marie Immaculée, pêcheur d'hommes* (1964) et de Louis-Marie Parent, *Victor Lelièvre, un homme branché sur le Sacré-Cœur, 1876-1956* (1993).

#### LES RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC 1880-1914

cherchent en 1902 un lieu de refuge au Canada, l'administrateur du diocèse de Québec, M<sup>gr</sup> C. A. Marois, répond :

Nous gémissons avec vous sur la condition si pénible faite aux Ordres religieux par l'esprit franc-maçonique qui anime aujourd'hui les gouvernants de France et nous n'envisageons l'avenir qu'avec une anxiété poignante, voisine de la terreur, pour les religieux que l'on poursuit avec tant d'acharnement et que l'on veut à tout prix chasser du pays! Et dire que c'est la France qui agit ainsi ! la fille aînée de l'Église! la nation chevaleresque entre toutes! Que c'est triste, mon Dieu! (LAPERRIÈRE 1999, t. 2, 384-385).

Deux ans plus tard, l'archevêque de Québec se soigne en prenant les eaux à Vichy. Très indigné de la loi interdisant l'enseignement religieux aux congrégations, qui vient d'être votée par « le gouvernement impie » de Combes, il confie sa conviction intime à son vicaire général, C. A. Marois, dans un texte qui me paraît capital :

Si je vous parle si longuement et même trop longuement de cette lamentable déchéance de la France, c'est parce que je redoute pour notre Canada l'invasion des mêmes idées pernicieuses et des mêmes vices qui ruinent notre ancienne mère-patrie. Nous devons tirer de tous ces tristes événements une salutaire leçon pour nous-mêmes. Le clergé a besoin de prudence, de zèle, de charité et surtout de sainteté, s'il veut que le peuple Canadien, encore si bon, si religieux, ne se laisse pas entraîner peu à peu sur la même pente fatale et vers les mêmes abîmes que le peuple français. (Bégin à Marois, 9 mai 1904, cité dans LAPERRIÈRE 1999, t.2, 532).

Un dernier témoignage, celui de l'évêque de Joliette, M<sup>gr</sup> J.-A. Archambeault, qui suit de près la situation politico-religieuse de la France, depuis qu'il était rédacteur à *La Semaine religieuse de Montréal*. Voici comment, en 1909, il juge la situation, dans une lettre à un de ses bons amis français, le chanoine Guérin, aumônier des clarisses d'Alençon :

Quel triste gouvernement que celui de la France à l'heure présente! Tracasser l'Église de toutes les manières, la persécuter dans ses religieux et dans ses prêtres, entraver son culte, détruire ses œuvres, la dépouiller de ses biens semble être le but principal de sa politique hypocrite et astucieuse.

Quand donc se lèvera le jour où le bon peuple de France ouvrira enfin les yeux, rompra avec sa coupable apathie, brisera ses fers et chassera du pouvoir ceux qui le trompent, l'exploitent indignement et le mènent à sa



GUY LAPERRIÈRE

ruine morale et religieuse, par suite, à sa ruine politique et sociale. (LAPERRIÈRE 2005, t. 3, 470).

À partir de là, on comprend sans peine les efforts que mettra l'épiscopat à contrer toutes les mesures qui sentent le laïcisme, particulièrement dans le domaine de l'éducation, que ce soit la création d'un lycée pour jeunes filles à Montréal en 1907, des prises de position anticléricales de journaux comme *Les Débats*, *La Lumière* ou *Le Pays*, qui seront tour à tour interdits, et surtout des mesures législatives pour instaurer l'instruction obligatoire, incarnées principalement par Godfroy Langlois, que les Bégin et Bruchési combattront sans relâche. En même temps, les autorités ecclésiastiques pouvaient se féliciter de la bonne entente qu'elles entretenaient avec les pouvoirs publics. Un moment-phare en fut le congrès eucharistique international de Montréal en 1910, qui vit les deux premiers ministres Wilfrid Laurier et Lomer Gouin prononcer des discours à Notre-Dame (LAPERRIÈRE 2011, 32-33).

Au total, si nous essayons de résumer l'influence des religieux français au Québec, on doit d'abord mettre l'accent sur le renforcement de l'appareil catholique que représente cette arrivée de ces 2 600 religieux, particulièrement dans le champ de l'éducation. Cet ajout de personnel religieux a couvert toute la province et a eu un effet multiplicateur, dans la mesure où ces communautés recrutaient des jeunes et faisaient tout pour accroître leur influence. Elles étaient en général bien accueillies et plusieurs paroisses se disputaient leurs services. Cette influence fut surtout religieuse, mais elle fut aussi culturelle. L'éducation, le développement de diverses disciplines, l'ouverture sur un univers plus vaste, des relations plus suivies avec la France, font partie de l'héritage de ces communautés. L'apport le plus déterminant nous paraît se situer du côté de l'esprit public, fortement marqué par cette arrivée massive, surtout dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle.

En conclusion, on peut même se demander si l'opposition si forte à tout mouvement laïque au début du XX<sup>e</sup> siècle n'a pas laissé des traces jusqu'en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Une des parties les plus « tranquilles » de la révolution tranquille n'a-t-elle pas été la fin du statut confessionnel du système scolaire, qui n'est survenu qu'en 1998? Et depuis lors, les débats qui ont cours autour de la laïcité, laïcité ouverte, laïcité tout court, ne font-ils pas écho à cet héritage de combat à tout prix contre la laïcité « à la française »? Ainsi, paradoxalement, en 2005, au moment de la célébration du centenaire de la loi de séparation des Églises et de l'État en France, on a vu l'épiscopat français, qui avait combattu cette législation avec tant d'énergie en 1905, en prendre acte et la considérer comme un élément positif dans la société française :

## LES RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC 1880-1914

Cent ans après la promulgation de la loi, le paysage français a bien changé. [...]

Alors que la loi n'utilise pas le mot « laïcité », on en est venu à la considérer comme l'expression d'un équilibre satisfaisant des relations entre l'État et les organisations religieuses; elle a acquis par là une valeur symbolique certaine<sup>18</sup>.

Le rapport Bouchard-Taylor, publié en 2008, prend pour sa part parti pour le concept de laïcité ouverte. Faisant l'historique de la laïcité au Québec, il montre les origines de la neutralité religieuse de l'État, l'accélération du processus de laïcisation depuis la révolution tranquille et parle d'un « ralliement autour de la laïcité ouverte »<sup>19</sup>. Il présente cette orientation comme « le reflet de la laïcité beaucoup plus libérale que républicaine qui s'est implantée de façon graduelle au Québec »<sup>20</sup>. Ne peut-on voir là une influence de cette grande réticence à la laïcité à la française, tant combattue au début du XX<sup>e</sup> siècle au Québec? Ajoutons qu'en pratique, du côté du gouvernement, rien n'a bougé au Québec à ce chapitre depuis 2008. En somme, l'arrivée au Québec de quelque 2600 religieuses et religieux français entre 1880 et 1914 est en partie l'effet d'un débat français qui n'a pas encore connu sa conclusion au Québec.

## Bibliographie

AUBIN, Paul. 2007. «Le manuel scolaire québécois entre l'ici et l'ailleurs». Dans LEBRUN Monique dir. *Le manuel scolaire d'ici et d'ailleurs, d'hier à demain*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec. p. 25-62.

AUBIN, Paul. 2001. *Les communautés religieuses et l'édition du manuel scolaire au Québec, 1765-1964*. Sherbrooke, GRÉLQ.131 p.

---

<sup>18</sup> CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES DE FRANCE, Déclaration du 15 juin 2005, «L'église catholique et la loi du 9 décembre 1905, cent ans après», consultée le 13 juillet 2011 sur le site «Église catholique en France», <http://www.eglise.catholique.fr/conference-des-eveques-de-france/textes-et-declarations/leglise-catholique-et-la-loi-du-9-decembre-1905-cent-ans-apres.html>.

<sup>19</sup> Depuis lors, de nombreuses voix se sont élevées contre ce concept de laïcité ouverte, prônant plutôt la «laïcité tout court». Cette option est celle des «intellectuels pour la laïcité», groupe mené par le sociologue Guy Rocher, qui a produit une déclaration «Pour un Québec laïque et pluraliste» en mars 2010. Voir [www.quebeclaïque.org](http://www.quebeclaïque.org) Ce manifeste répondait à celui d'un groupe plus proche de la commission Bouchard-Taylor, intitulé «Pour un Québec pluraliste», publié en janvier 2010. Voir [www.pourunquebecpluraliste.org](http://www.pourunquebecpluraliste.org)

<sup>20</sup> RAPPORT BOUCHARD-TAYLOR. 2008. *Fonder l'avenir : le temps de la conciliation*. p. 141.

GUY LAPERRIÈRE

AUBIN, Paul. 2000. «La pénétration des manuels scolaires de France au Québec. Un cas-type : les frères des Écoles chrétiennes, XIX<sup>e</sup> –XX<sup>e</sup> siècles » *Histoire de l'éducation*. 85. p. 3-24.

DUFOURCQ, Élisabeth. 1993a. *Les congrégations religieuses féminines hors d'Europe, de Richelieu à nos jours : histoire d'une diaspora*. Paris : Librairie de l'Inde. 4 t., 1 140 p. (thèse de doctorat).

DUFOURCQ, Élisabeth. 1993b. *Les aventurières de Dieu : trois siècles d'histoire missionnaire française*. Paris : Éditions Jean-Claude Lattès. 539 p.

HOUPERT, Jean. 1985. *Les Lorrains en Amérique du Nord*. Sherbrooke : Éditions Naaman. 517 p.

LAPERRIÈRE, Guy. 2011. «Le congrès eucharistique de Montréal en 1910 : une affirmation du catholicisme montréalais » *Études d'histoire religieuse*. 77. p. 21-39.

LAPERRIÈRE, Guy. 2010. «Écritures entre France et Québec de 1900 à 1914 : les congrégations religieuses». Dans LUNEAU Marie-Pier *et al.*, dir. *Passeurs d'histoire(s) : figures des relations France-Québec en histoire du livre*. Québec : Les Presses de l'Université Laval. p. 239-250.

LAPERRIÈRE, Guy. 2006. «Les communautés religieuses françaises au Québec (1792-1914)». Dans LAMONDE Yvan et Didier Poton, dir. *La Capricieuse (1855) : poupe et proue. Les relations France-Québec (1760-1914)*. Québec : Les Presses de l'Université Laval. p. 307-325.

LAPERRIÈRE, Guy. 2006. «De la Bretagne au Canada : l'émigration des congrégations, 1902-1914». Dans BALCOU Jean, Georges Provost et Yvon Tranvouez, dir. *Les Bretons et la Séparation, 1795-2005*. Rennes : Presses universitaires de Rennes. p. 187-200.

LAPERRIÈRE, Guy. 2005. «Les congrégations françaises au Québec, 1901-1914». Dans CABANEL Patrick et Jean-Dominique Durand, dir. *Le grand exil des congrégations religieuses françaises, 1901-1914*. Paris : Éditions du Cerf. p. 267-277.

LAPERRIÈRE, Guy. 2011. *Les congrégations religieuses : de la France au Québec, 1880-1914*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval.

Tome 1 *Premières bourrasques, 1880-1900*, 1996, 228 p.

Tome 2 *Au plus fort de la tourmente, 1901-1904*, 1999, 597 p.

LES RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC 1880-1914

Tome 3 *Vers des eaux plus calmes, 1905-1914*, 2005, 730p.

LAPROTTE, Jean. 1993. *Répertoire des Frères de l'Instruction chrétienne en Amérique du Nord. Cahier A : FIC venus au Québec, 1886-1922*. La Prairie : Archives F.I.C. 55 p.

LEBRUN, Monique. 2007. dir. *Le manuel scolaire d'ici et d'ailleurs*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

PÉNISSON, Bernard. 1986. «Un siècle d'immigration française au Canada (1881-1980)» *Revue européenne des migrations internationales*. vol. 2, n° 2, nov. p. 111-125.

SORREL, Christian. 2003. *La République contre les congrégations : histoire d'une passion française (1899-1904)*. Paris : Éditions du Cerf. 265 p.

VOISINE, Nive. 1991. *Les Frères des Écoles chrétiennes au Canada. Tome II Une ère de prospérité, 1880-1946*. Sainte-Foy : Éditions Anne Sigier. 471 p.